

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE :

- relatif au projet de loi n°7500 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2020
- relatif au projet de loi n°7501 de programmation financière pluriannuelle 2019-2023

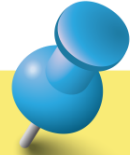
Le quantitatif l'emporte toujours sur le qualitatif



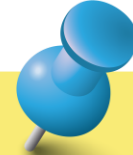
www.cc.lu

Conférence de presse du 21 novembre 2019

Sommaire



I. Un regard sur la situation des Administrations publiques



II. L'avis de la Chambre de Commerce en 10 grands messages





Un regard sur la situation des Administrations publiques


Administration centrale : des dépenses qui freineront vraiment ?

	2019 Prévisions	2020 Projet de budget	2021 Prévisions	2022 Prévisions	2023 Prévisions	Taux de croissance annuel moyen entre 2020 et 2023	Taux de croissance total entre 2020 et 2023	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2018
Dépenses totales	19 651,0 7,5%	20 935,0 6,5%	21 804,0 4,2%	22 701,0 4,1%	23 597,0 3,9%	4,1%	12,7%	5,1%

Les dépenses ...  passent la barre des 20 milliards EUR en 2020

 ont doublé depuis 2010, contre une hausse de 50% du PIB

 ont plus que triplé depuis 2000 et évolution moyenne annuelle de 6,2% sur la période 2000-2018

 décélèrent en fin de période, mais ni la réforme fiscale, ni le paquet « Climat » n'ont été budgétisés

Administration centrale : des recettes solides ?

	2019 Prévisions	2020 Projet de budget	2021 Prévisions	2022 Prévisions	2023 Prévisions	Taux de croissance annuel moyen entre 2020 et 2023	Taux de croissance total entre 2020 et 2023	Taux de croissance annuel moyen entre 2008 et 2018
Recettes totales	19 568 5,5%	20 295 3,7%	21 403 5,5%	22 593 5,6%	23 755 5,1%	5,4%	17,0%	5,2%

Les **recettes** ...



ont une croissance moindre en 2020, mais repartent à la hausse dès 2021



doivent être anticipées avec prudence car elles ont un rendement incertain



liées au produit de l'impôt sur le revenu des collectivités (IRC) ont augmenté de 60% en trois ans, ce qui équivaut à 1 milliard EUR environ

Administration centrale : vers un mieux en termes de solde ?

	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses	19 651	20 935	21 804	22 701	23 597
Recettes	29 568	20 295	21 403	22 593	23 755
Solde en millions EUR	-83	-640	-401	-108	158
Solde en % du PIB	-0,1%	-1,0%	-0,6%	-0,1%	0,2%

Le **solde** de l'AC...



était positif en 2018 à hauteur de 263 millions EUR



« plonge » en 2020, avec une dégradation substantielle de 557 millions EUR, alors que la croissance économique est soutenue



devrait repasser dans le vert en 2023, soit seulement en fin de période, et si les dépenses sont maîtrisées

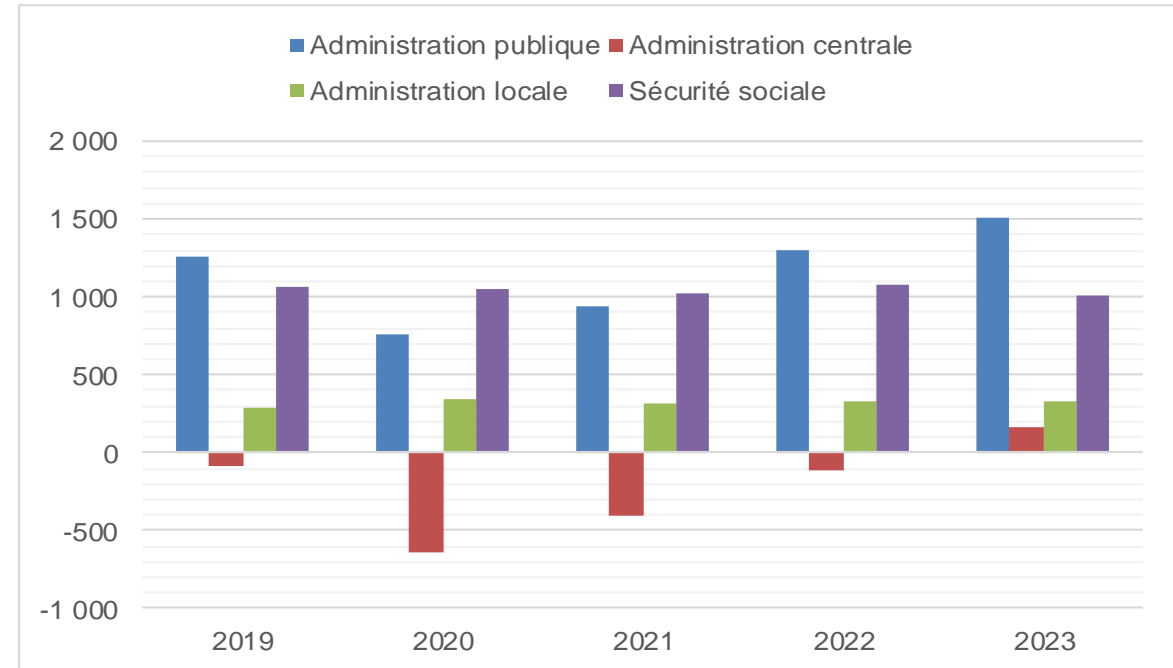
Administrations publiques : un solde passant du simple au double

	2019	2020	2021	2022	2023
Dépenses	26 988	28 690	30 016	31 288	32 705
Recettes	28 252	29 446	30 958	32 585	34 213
Solde en millions EUR	1 264	757	942	1 297	1 508
Solde en % du PIB	2,0%	1,2%	1,4%	1,8%	2,0%

* En raison de l'agrégation des 3 sous-secteurs, le solde de l'Administration publique est largement tributaire de leurs soldes

* En 5 ans seulement, les dépenses publiques progresseront de plus de 5,7 milliards EUR

* Le « cumul » enjolive la situation apparente à court terme des finances publiques



A 3D white character is shown from the back, waving with its right hand. It stands on a white oval shadow. To its right is a yellow speech bubble with a white background containing text. The entire scene is set against a large red circular background.

**L'avis de la
Chambre de
Commerce
en 10 grands
messages**

1

Croissance économique : beaucoup de risques dans un environnement mondial incertain

Hypothèses du budget pour 2019 - 2023 :



PIB : croissance moyenne de 2,8% par an

<



EMPLOI : croissance moyenne de 2,9% par an



Hausses **emploi intérieur** et **population** de 50.000 unités chacun



persévérance d'un modèle de **croissance extensive**, d'autant plus sujet aux **risques**, et aux **capacités de logement**, de **transport** et de **main-d'œuvre qualifiée**



Croissance économique : beaucoup de risques dans un environnement mondial incertain

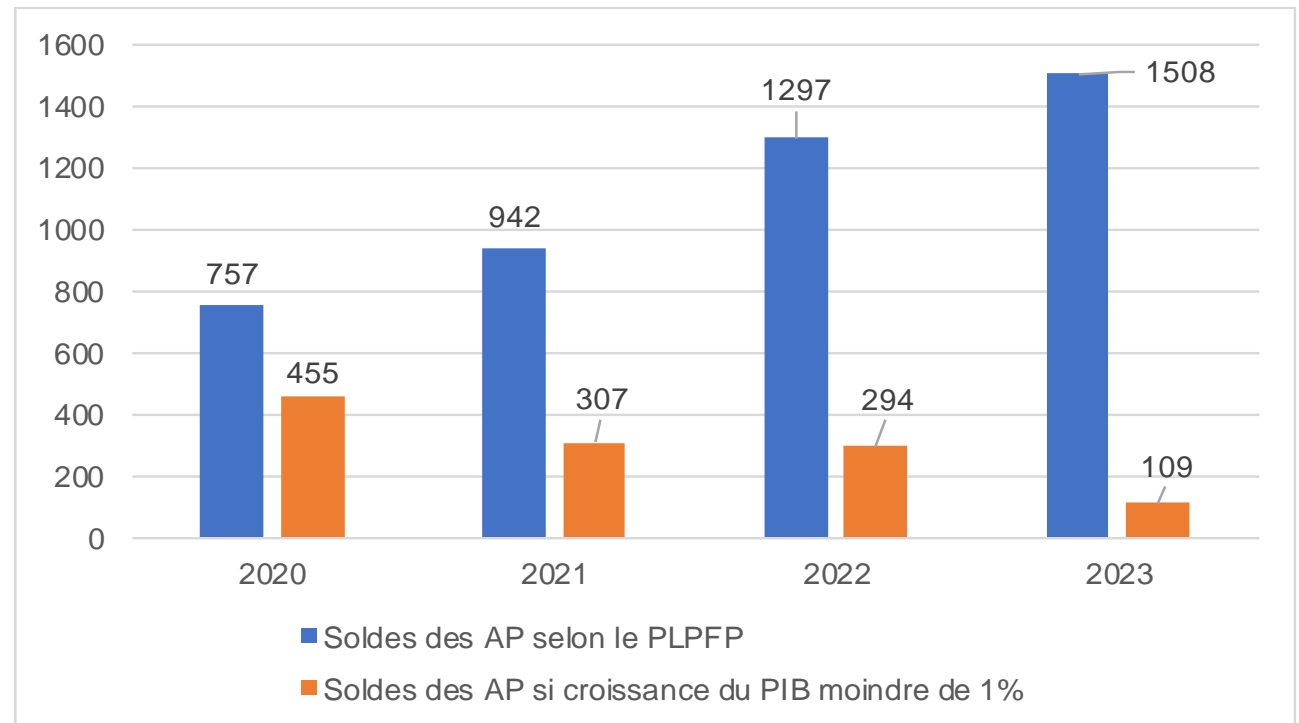
Risques évoqués :

- * Dégradation de la croissance mondiale
- * Tensions liées aux politiques commerciales
- * Brexit

Risques à ne pas négliger :

- * Trouble sur les marchés financiers
- * Risque d'une « boucle de rétroaction »
- * Risques associés aux initiatives fiscales internationales
- * Risques inhérents à la base taxable luxembourgeoise et aux impôts locaux

Si croissance du PIB moindre de 1% par an, « coût budgétaire » de 1,85% du PIB à l'horizon 2023, soit 1.400 millions EUR





Révolution de l'architecture budgétaire : on en a beaucoup parlé, on l'a aussitôt un peu oubliée

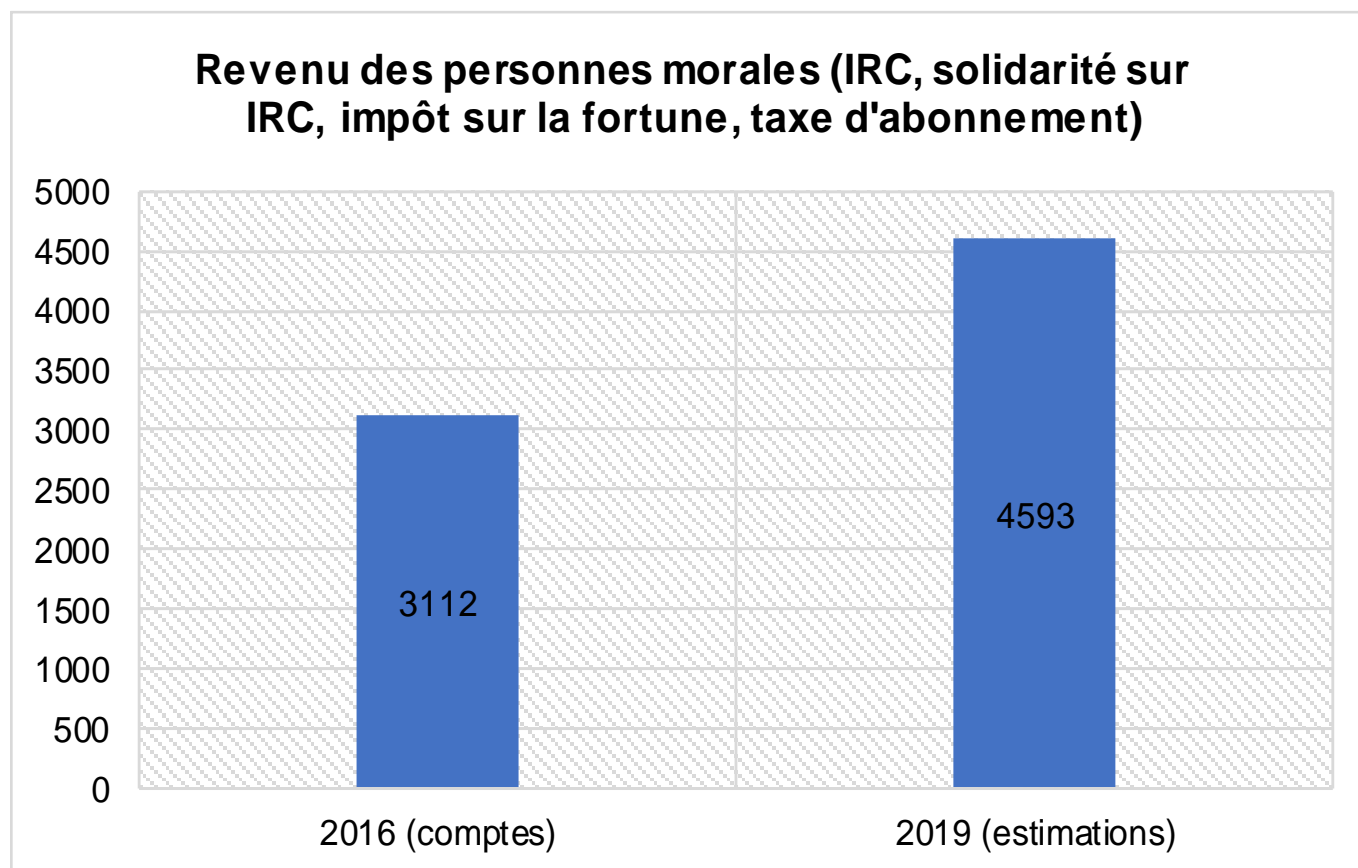
Viser et tendre vers :

- 🎯 Une réduction de l'écart entre la comptabilisation suivant les règles du SEC2010 et la loi sur la comptabilité de l'Etat
 - 🎯 Une fixation d'un plafond des dépenses
- 🎯 Une évaluation des politiques quant à leur effet sur la soutenabilité
 - 🎯 Une budgétisation par objectifs

3

Recettes des Administrations publiques dynamiques, mais est-ce durable ?

Progression particulièrement sensible des recettes provenant des **impôts sur le revenu des sociétés**



MAIS :

Progression de l'IRC qui pose question et qualifiée de « divine surprise »

Fluctuations marquées qui compliquent considérablement le suivi et l'analyse structurelles des finances publiques

Mauvaise compréhension actuelle de l'évolution de l'IRC constitue une importante source de vulnérabilité

3

Recettes des Administrations publiques dynamiques, mais est-ce durable ?

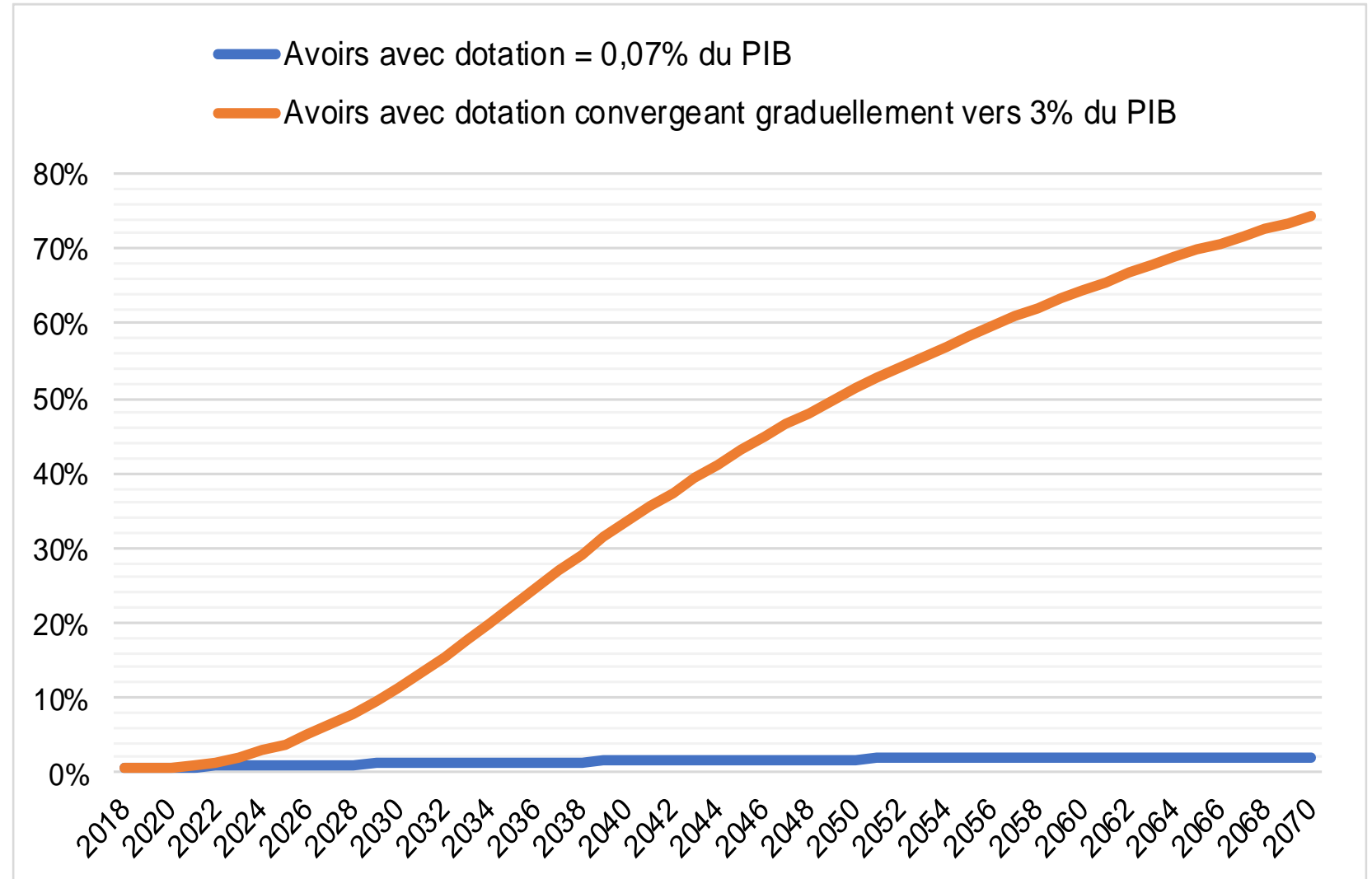
Nécessité de **canaliser** les **recettes les plus vulnérables** vers le fonds souverain intergénérationnel

	Millions EUR	En % du PIB
Impôt retenu sur les revenus de capitaux	488	0,8%
Impôt sur la fortune	682	1,1%
Taxe d'abonnement	1010	1,7%
Impôt sur les sociétés (part excédant moyenne 3 voisins)	1802	3,0%
Droits d'accise sur le pétrole et le gaz	920	1,5%
Droits d'accise sur le tabac et l'alcool	555	0,9%
Total	5457	9,1%

3

Recettes des Administrations publiques dynamiques, mais est-ce durable ?

Etablir un **scénario plus ambitieux** afin d'assurer un véritable décollage du **fonds souverain luxembourgeois d'épargne intergénérationnelle**

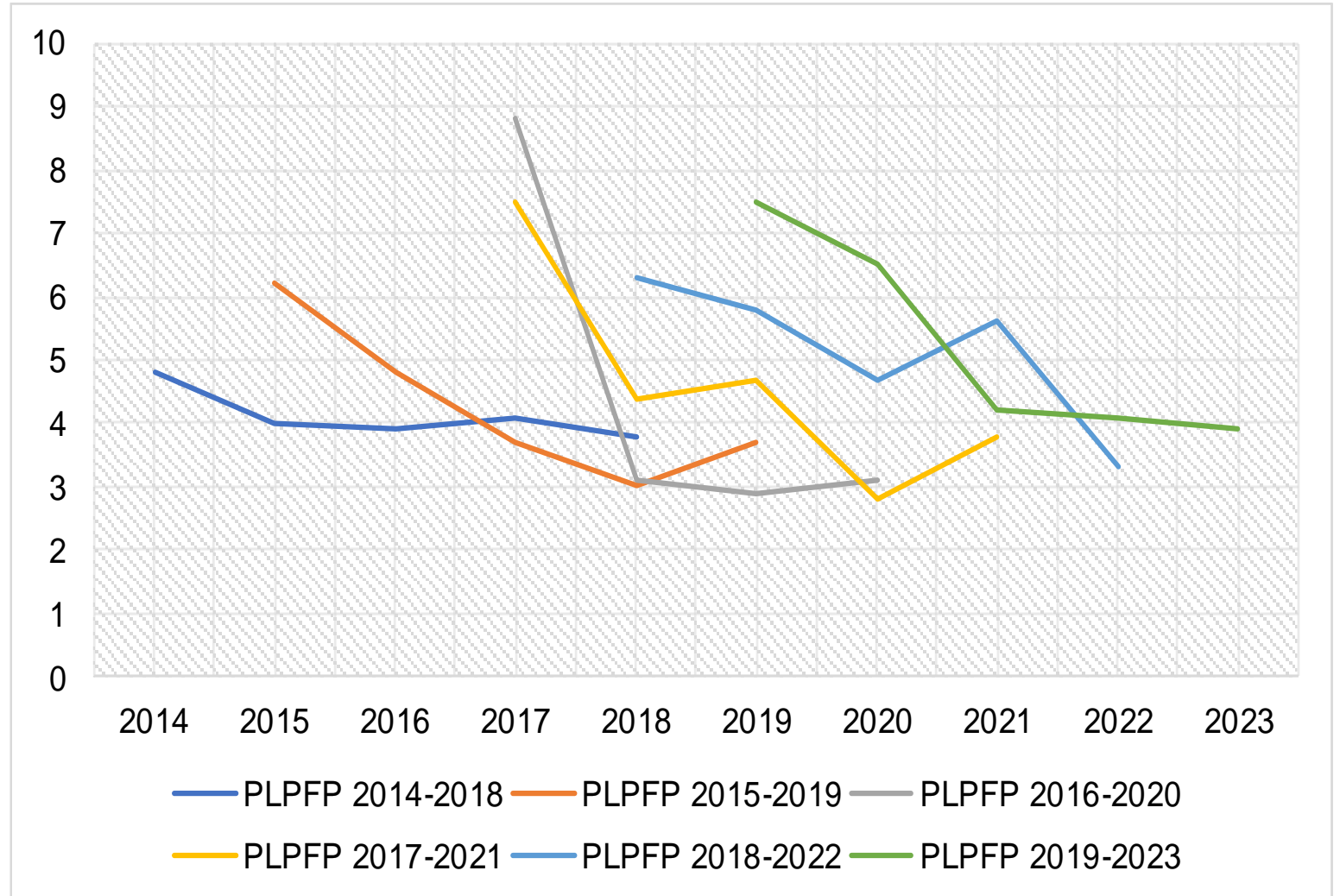


4

Niveau et croissance des dépenses des Administrations publiques : « deux fois deux » au Luxembourg

Ajustement « sur le tard » des dépenses a été systématiquement annoncé dans les PLPFP successifs, mais ne s'est jusqu'à présent **jamais matérialisé**

Si même tendance dans le PLPFP actuel, l'Administration centrale afficherait en 2023 un déficit de quelque 1.179 millions EUR, à la place d'un excédent de 158 millions EUR



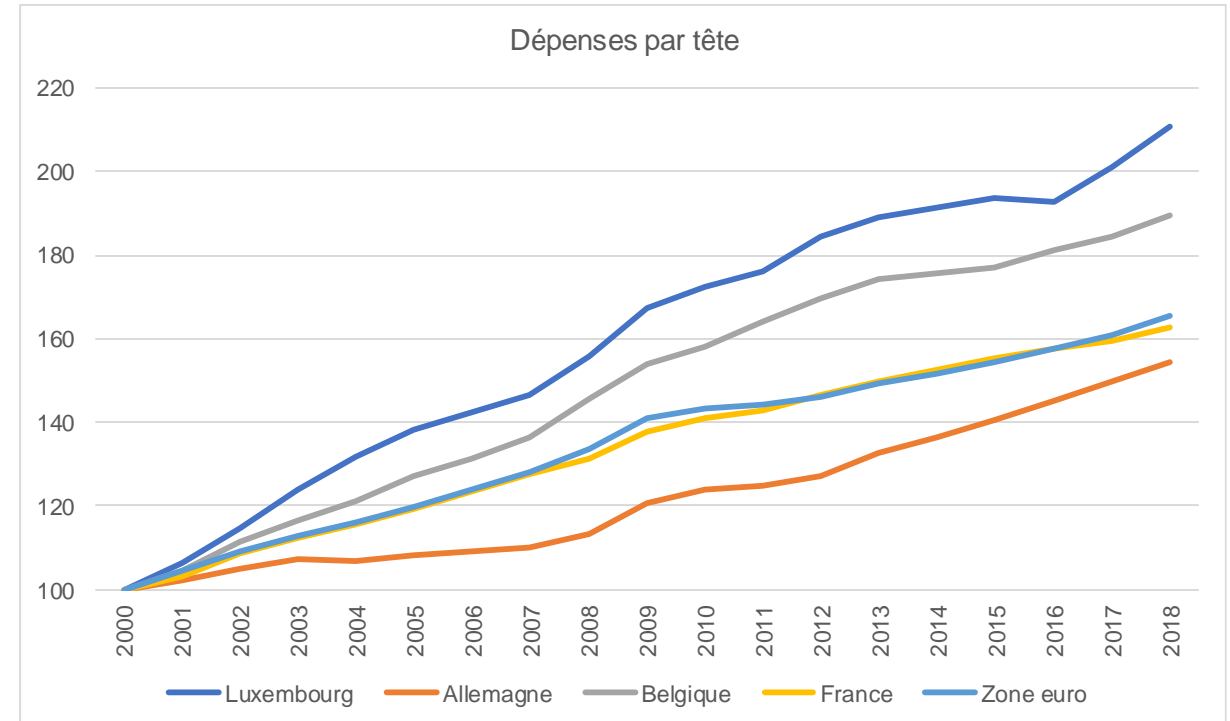
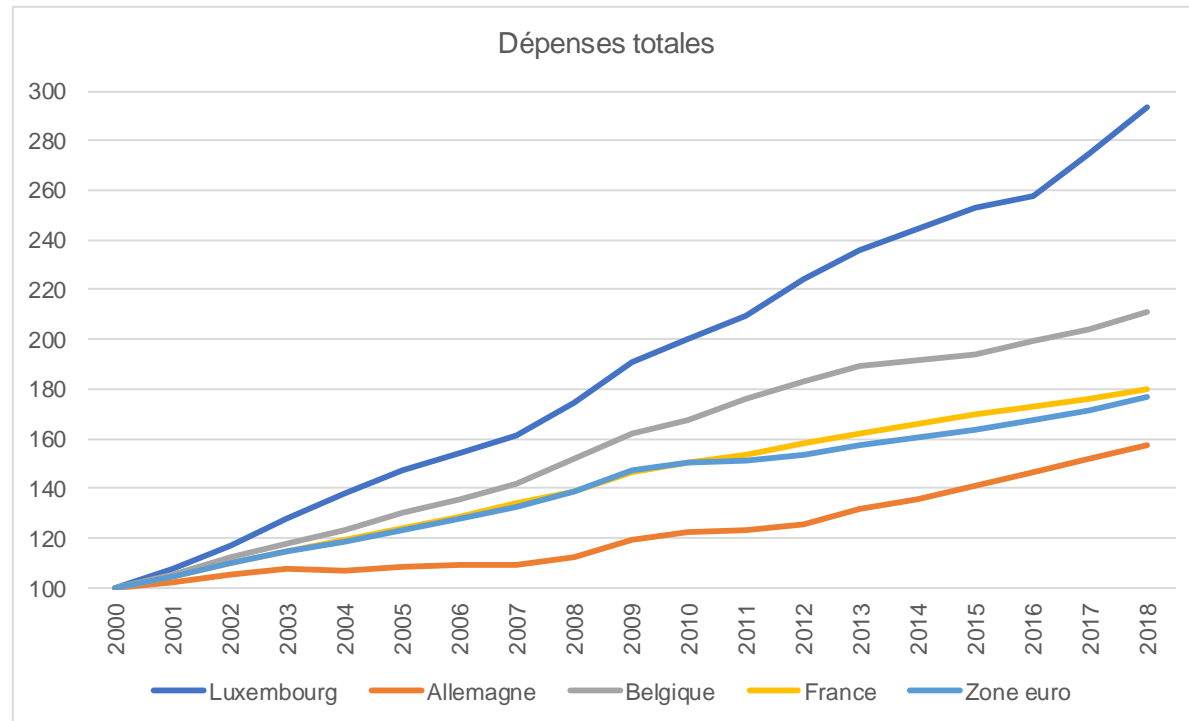


Niveau et croissance des dépenses des Administrations publiques : « deux fois deux » au Luxembourg

Situation « deux fois deux » au Luxembourg :

* deux fois plus de dépenses par habitant

* des dépenses augmentant à un rythme deux fois plus élevé que la moyenne des pays limitrophes ou de la zone euro





Dépenses courantes rigides, une fatalité ?

Dépenses **récurrentes** en hausse

Laissent de moins en moins de moyens budgétaires à dédier à des **actions proactives ou accompagnatrices**, par exemples les transitions digitale et environnementale

Les marges de manœuvre pour mener une **politique volontariste** se rétrécissent chaque année

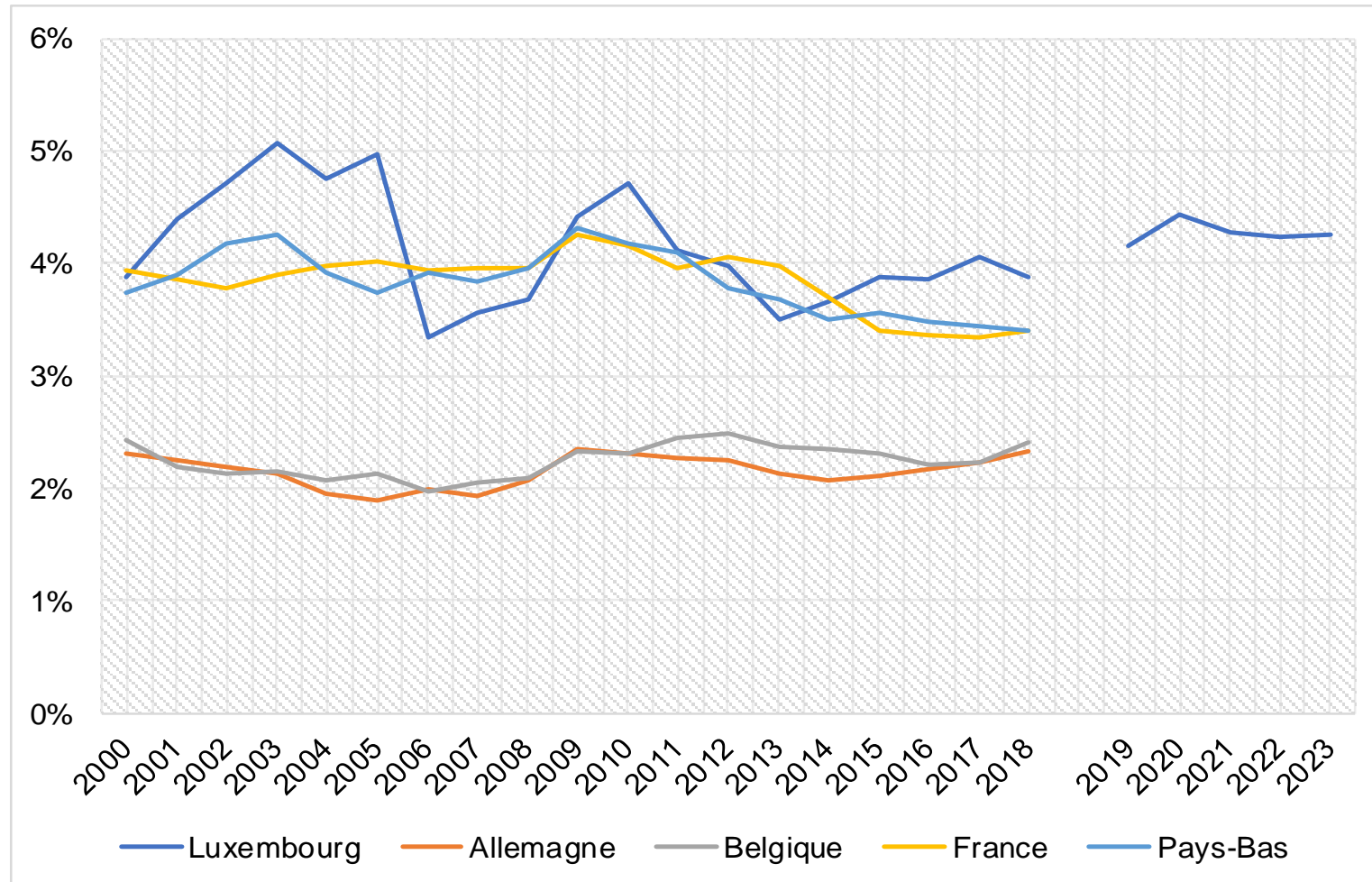
	2019	2020	2021	2022	2023
	Prévisions	Projet de budget	Prévisions	Prévisions	Prévisions
Dépenses totales	19 651,0	20 935,0	21 804,0	22 701,0	23 597,0
dont :					
Rémunération des salariés	4 537	4 886	5 151	5 408	5 681
<i>part dans dépenses totales de l'AC</i>	<i>23,1%</i>	<i>23,3%</i>	<i>23,6%</i>	<i>23,8%</i>	<i>24,1%</i>
Prestations sociales en espèces	1 750	1 829	1 896	1 955	2 004
<i>part dans dépenses totales de l'AC</i>	<i>8,9%</i>	<i>8,7%</i>	<i>8,7%</i>	<i>8,6%</i>	<i>8,5%</i>
Autres transferts courants	8 211	8 701	9 197	9 579	10 001
<i>part dans dépenses totales de l'AC</i>	<i>41,8%</i>	<i>41,6%</i>	<i>42,2%</i>	<i>42,2%</i>	<i>42,4%</i>
<i>part dans dépenses totales de l'AC des 3 postes</i>	<i>73,8%</i>	<i>73,6%</i>	<i>74,5%</i>	<i>74,6%</i>	<i>75,0%</i>



6

Investissements publics : pas si mal, mais peut toujours mieux faire

Investissements publics appréciables, mais pas de « record historique »





Situation des « fonds » : un patrimoine public important, mais géré de façon trop « atomisée »

Les **actifs financiers nets** des Administrations publiques luxembourgeoises sont de l'ordre de 48% du PIB

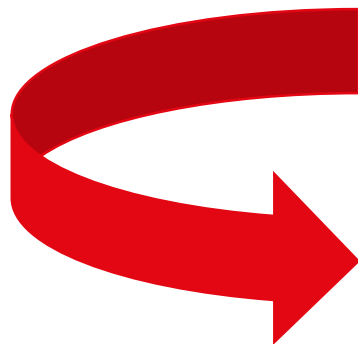
MAIS atomisation des avoirs

Fonds souverain

Fonds de rééquilibrage

Fonds de compensation du régime général de pension

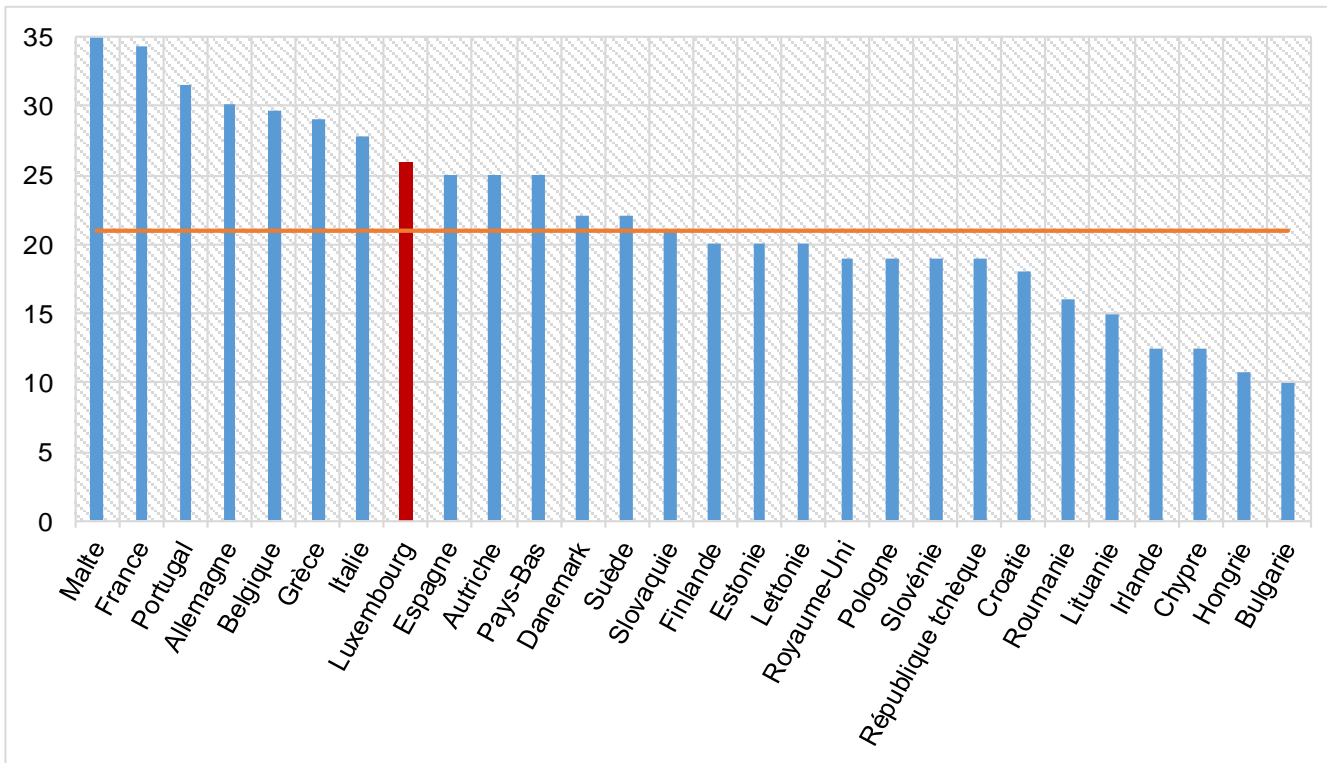
Fonds de participations publiques



Transparence ?



Fiscalité : qui a parlé d'un « paradis fiscal » ?



👉 Le Luxembourg est toujours nettement **au-delà de la médiane de l'Union européenne** pour le taux d'affiche global de l'impôt des sociétés

👉 La **concurrence fiscale** internationale est encore susceptible de s'intensifier

👉 Alors vers **quel taux global d'affiche** le Luxembourg devrait-il tendre ?

8

Fiscalité : qui a parlé d'un « paradis fiscal » ?



Cible : taux médian de 21%

- * Permettrait de figurer au milieu du peloton européen.
 - * Permettrait de renforcer significativement la compétitivité et d'afficher une position conciliante
- ➔ en termes de **prévisibilité fiscale**, nécessité d'annoncer d'emblée un calendrier clair et transparent de convergence vers cette cible fiscale

9

Contraste saisissant entre une situation « instantanée » favorable et des perspectives « plombées »

Solde des Administrations publiques, % du PIB, 2018		Coût du vieillissement d'ici 2070, % du PIB	
Luxembourg	2,7	Belgique	5,0
Malte	2,0	Grèce	-6,4
Bulgarie	2,0	Croatie	-3,4
Allemagne	1,7	France	-3,0
Pays-Bas	1,5	Lettonie	-1,4
Grèce	1,1	Estonie	-0,8
Suède	0,9	Italie	-0,4
Tchéquie	0,9	Lituanie	-0,4
Slovénie	0,7	Espagne	-0,2
Lituanie	0,7	Portugal	0,1
Danemark	0,5	Danemark	0,3
Croatie	0,2	Chypre	1,0
Autriche	0,1	Pologne	1,0
Irlande	0,0	Suède	1,6
Pologne	-0,4	Roumanie	2,2
Portugal	-0,5	Bulgarie	2,3
Estonie	-0,6	Finlande	2,6
Finlande	-0,7	Hongrie	3,0
Belgique	-0,7	Pays-Bas	3,0
Slovaquie	-0,7	Slovaquie	3,0
Lettonie	-1,0	Autriche	3,6
Royaume-Uni	-1,5	Irlande	4,1
Italie	-2,1	Allemagne	4,2
Hongrie	-2,2	Royaume-Uni	4,3
Espagne	-2,5	Tchéquie	6,2
France	-2,5	Slovénie	6,3
Roumanie	-3,0	Malte	6,8
Chypre	-4,8	Luxembourg	12,9



A court terme

LU champion en termes de « santé » financière des AP



A long terme

LU champion en termes de coût du vieillissement

10

Plaidoyer pour une croissance soutenue et qualitative

Le Luxembourg a besoin d'une **croissance soutenue**.

Une telle croissance doit aller de pair avec une plus grande efficacité, se traduisant par une moindre consommation de ressources et une franche accélération de la progression de la productivité.

La stratégie économique du Luxembourg doit conjuguer attractivité économique, cohésion sociale et transition environnementale



Le logement,
l'« *usual suspect* »

La mobilité, qui ne porte plus vraiment
bien son nom

Merci de votre attention

LU X E M B O U R G
LET'S MAKE IT HAPPEN



Chambre de Commerce
7 rue Alcide de Gasperi
L-1615 Luxembourg
Tél : (+352) 42 39 39-1
E-mail : chamcom@cc.lu
www.cc.lu